

Thème de sociologie

Chapitre 5 – Comment est structurée la société française actuelle ?

Indications du programme :

- Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence).
- Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXème siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois).
- Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.

Notions au programme : structure sociale, inégalité (économique et sociale), catégorie socioprofessionnelle, revenu, classes sociales, stratification sociale, distances inter-classes et intra-classes, groupe social, revenu, patrimoine, salaire, individualisation

Site de l'OCDE : un petit questionnaire permet de se classer dans la structure sociale nationale, puis européenne et enfin mondiale (rubrique « quelle est votre part ? ») : <http://www.oecd.org/fr/social/inegalite-et-pauvrete.htm>



Toutes les sociétés humaines, en particulier ayant atteint un haut niveau de développement

comme la nôtre, sont organisées selon une **structure sociale** du fait de la présence d'**inégalités** entre les **groupes sociaux**. Si l'on reprend l'histoire de la société française, celle-ci a pu être représentée sous la forme des trois ordres constituant l'Ancien Régime (Clergé, Noblesse, Tiers-Etat). La hiérarchie socio-religieuse des « varnas » en Inde est aussi célèbre.



Définitions :

La structure (ou stratification) sociale caractérise la manière dont les différents groupes sociaux sont hiérarchisés les uns par rapport aux autres dans une société en fonction des différentes inégalités économiques et sociales :

D'après le sociologue Robert Merton, un **groupe social regroupe des individus :**

- **ayant des relations sociales entre eux**, que ces relations soient directes ou indirectes, volontaires ou non. Des critères objectifs doivent permettre de les regrouper dans un même groupe (femmes, jeunes, d'origine nordiste...),
- **ayant conscience d'appartenir à ce groupe**. Ce critère subjectif, qui dépend de ce que pensent les individus, leur permet de défendre un intérêt commun, celui de leur groupe social.

Une inégalité est une différence d'accès à une ressource valorisée par la société (la richesse, une position sociale, le prestige...). Autrement dit c'est une différence entre des individus qui entraîne des avantages/désavantages pour les individus concernés.

Le rôle des sociologues, à partir de l'étude des inégalités économiques et sociales est donc de **caractériser les différents groupes sociaux présents dans la société**. C'est alors tout l'enjeu du choix des critères de classification qu'affronte le sociologue pour définir les groupes sociaux, en particulier face aux mutations récentes que connaissent nos sociétés (féminisation, tertiarisation, montée du niveau de

qualification des salariés, développement du chômage...). Ce chapitre pose donc la question de savoir **à quoi ressemble notre société, comment est-elle structurée ?**

Axes directeurs du chapitre :

- l'enjeu de la représentation de la structure sociale en fonction des multiples critères qui la compose (I.),
- l'enjeu de la pertinence du concept sociologie de classes sociales pour décrire la structure sociale actuelle (II.).

I. Une structure sociale complexe et multiforme :

Commençons par relever les principaux facteurs permettant de caractériser la structure sociale.

A. Les évolutions de la structure socioprofessionnelle :

1. La classification en PCS :

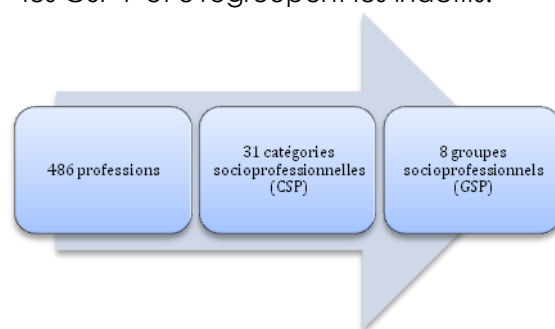
La classification officielle qui est utilisée pour représenter la structure sociale en France correspond aux PCS (Professions et catégories socio-professionnelles).

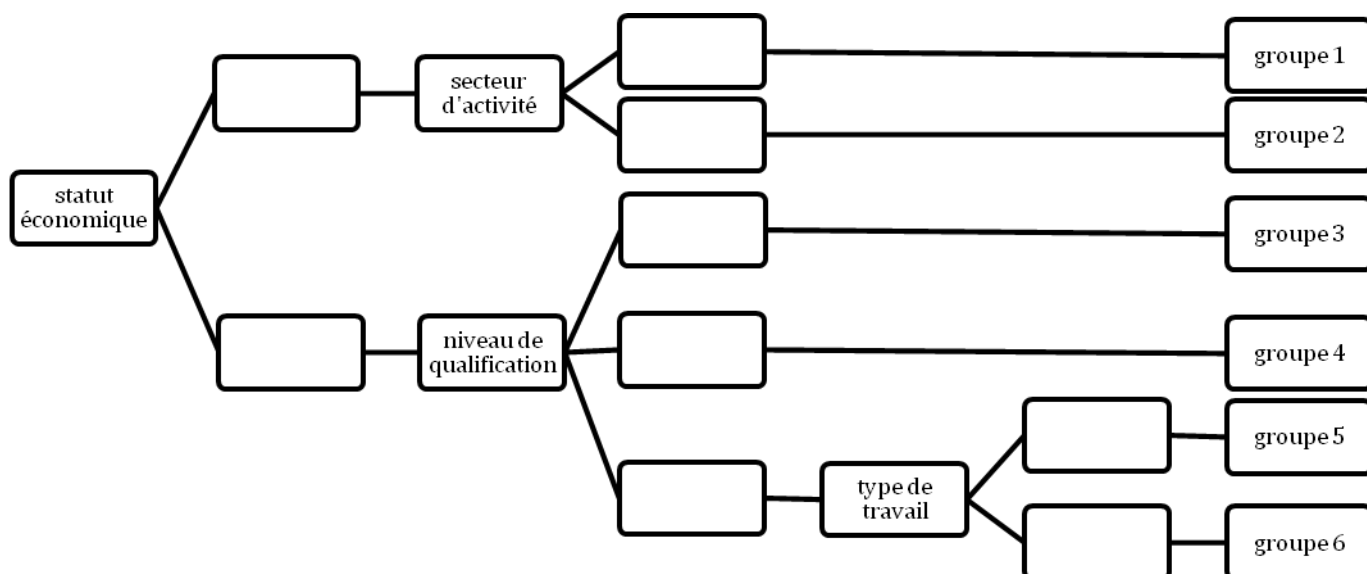
Les catégories socioprofessionnelles représentent une classification en groupes sociaux reprenant comme critère principal le statut professionnel à travers plusieurs critères secondaires :

- l'activité = actifs et inactifs
- le statut économique = salarié ou indépendant,
- le secteur d'activité = primaire, secondaire ou tertiaire,
- le niveau de qualification = élevé, moyen ou faible,
- la nature du travail = manuel ou non manuel.

Ainsi on peut distinguer 8 **grands groupes socioprofessionnels** (GSP) dans lesquels sont rangées les PCS :

- les agriculteurs (GSP1) sont des indépendants du secteur primaire,
- les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (GSP2) sont des indépendants des autres secteurs d'activité,
- les cadres et professions intellectuelles supérieures (GSP3) sont des salariés (sauf professions libérales) très qualifiés,
- les professions intermédiaires (GSP4) sont des salariés moyennement qualifiés,
- les employés (GSP5) sont des salariés peu qualifiés effectuant un travail non manuel,
- les ouvriers (GSP6) sont des salariés peu qualifiés effectuant un travail manuel,





Une représentation officielle de la structure sociale est rendue nécessaire pour **l'analyse statistique et sociologique des comportements et des pratiques**. Elle permet d'aller au-delà des logiques individuelles pour faire ressortir les logiques de structure, collectives, qui agissent sur les actions des individus, et permettant ainsi de les objectiver. Par exemple, le vote, qui semble à première vue un acte individuel, peut être insérer dans un modèle explicatif faisant ressortir un « vote ouvrier », un vote agricole » etc...

2. Des mutations profondes au cours du XXème siècle:

La structure socioprofessionnelle a connu de **profondes modifications** depuis le début du siècle dernier, qui se sont accélérées depuis la deuxième moitié du XXème siècle :

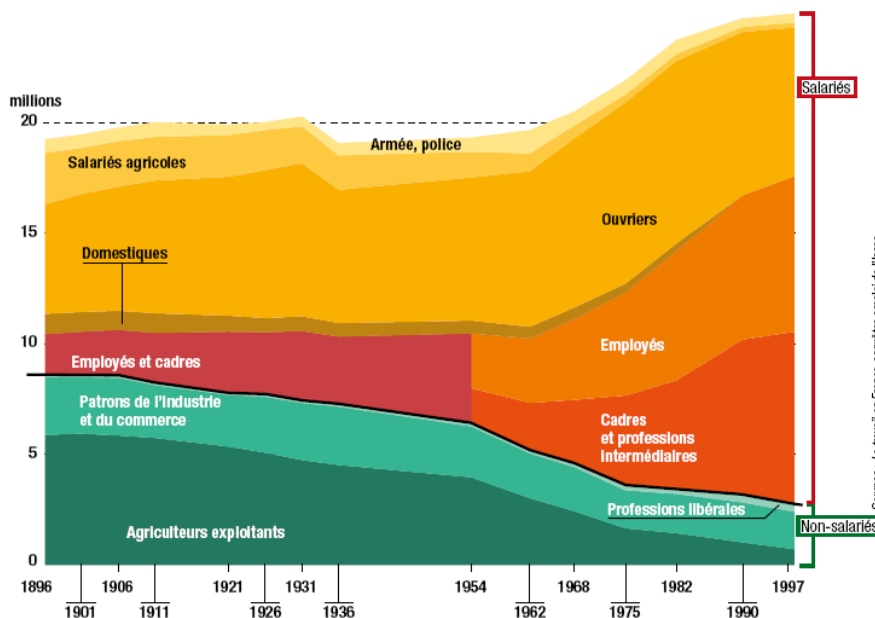
- les agriculteurs et les travailleurs indépendants se sont effondrés, passant de 8 millions d'actifs à moins de 3 aujourd'hui,

- groupe dominant tout au long du XXème siècle avec plus de 7 millions de membres au milieu du siècle, les ouvriers connaissent une lente érosion, devenant le second

groupe socioprofessionnel avec 5 millions de membres,

- les employés, qui ont toujours constitué un groupe important, sont devenus les plus nombreux avec plus de 6 millions de membres,

- les cadres et professions intermédiaires ont connu la croissance la plus forte de



Ces évolutions massives sont le produit de mutations profondes de la société française, que l'on peut synthétiser en quatre grands mouvements :

- **la salarisation** qui voit plus de 90% des actifs occupés l'être sous un statut de salarié, alors qu'en 1900, les indépendants en représentaient encore la moitié,

- la **tertiarisation** des emplois, sous l'effet du progrès technique (cf chapitre 1) qui a provoqué le déversement des travailleurs du secteur primaire dans le secteur secondaire (phase d'industrialisation) puis de ces deux secteurs dans le secteur des services du tertiaire (tertiarisation) à mesure que les gains de productivité rendent une partie des travailleurs inutiles dans les secteurs précédents. Ce sont aujourd'hui 78% des emplois qui appartiennent au secteur tertiaire,
- la **montée des qualifications** (cf chapitre 8) dû au progrès technique (nécessitant des employés toujours mieux formés) et aux progrès de la scolarisation (permettant l'accès des masses aux études secondaires puis supérieures) qui favorise la croissance des groupes socioprofessionnels qualifiés et très qualifiés, qui représentent aujourd'hui près de la moitié des actifs,
- la **féménisation des emplois**, du fait de l'accès croissant des femmes au marché du travail, faisant quadrupler leur taux d'activité en à peine 50 ans pour rejoindre celui des hommes, et provoquant l'expansion des professions féminisées (soins aux personnes, métiers de la culture et de l'information, services commerciaux...).

B. Les multiples facteurs de structuration :

1. La mesure des inégalités économiques :

Définitions :

Les inégalités économiques correspondent à des inégalités dans la répartition des ressources monétaires entre les membres de la société / apportant des avantages-désavantages monétaires. Elles peuvent alors concerner :

- la répartition des **salaires** = **ce sont des revenus du travail qui sont versés aux personnes employées dans le cadre d'un contrat de travail,**
- la répartition des **revenus** = **ce sont toutes les flux monétaires reçus par un personne qui accroissent son patrimoine,**
- la répartition du **patrimoine** = **ce sont l'ensemble des richesses possédées par un individu ou un ménage** : il peut être financier (actions, livrets d'épargne...) ou immobilier.

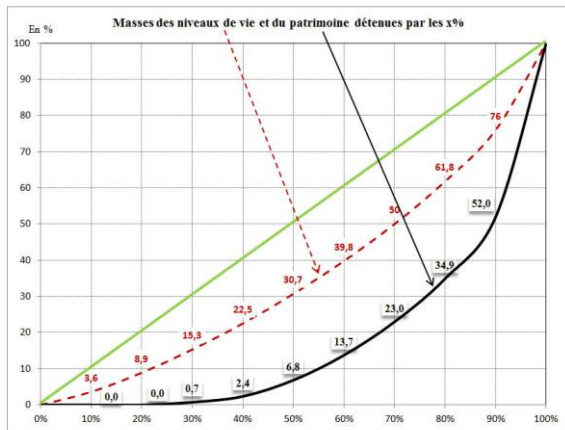
Parmi les inégalités économiques, on peut distinguer :

- **les inégalités au sein des ménages**, entre les plus pauvres et les plus riches. On étudie alors **une dispersion** (par exemple entre le déciles, les quintiles...) Le rapport inter-quintiles ou **rapport inter-décile** est le moyen privilégié de mesurer cette inégalité,
- **les inégalités entre groupes de ménages**, par exemple entre les hommes et les femmes, entre les salariés en CDI et les salariés en CDD, entre les salariés jeunes et les salariés âgés... On étudie alors une **disparité**. Par exemple, les femmes salariés à temps plein gagnent en moyenne 18% de moins que les salariés hommes à temps plein.

On peut enfin mettre en lumière des **phénomènes de concentration** du revenu ou du patrimoine.

Dans ce document type-bac appelé une **courbe de Lorenz**, l'écart des courbes à la diagonale représente l'ampleur de la concentration du revenu et du patrimoine. Ainsi, on remarque les 50% les plus pauvres (axe des abscisses : 50%) concentrent 30,7% du niveau de vie mais seulement 6,8% du patrimoine ! **Les inégalités de patrimoine sont donc bien plus élevées que celles de niveau de vie.** En effet, du

côté des plus riches, les 10% les plus riches (100%-90%) possèdent 24% (100-76) du niveau de vie total, mais 48% du patrimoine total (100-52).



Champ : France entière 2010 (patrimoine) et 2009 (revenu), population des ménages.
D'après Insee, P. Froissart, Décembre 2011.
http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NAInon04244
http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NAInon04246

Article résumant la mesure des inégalités économiques : <https://www.inegalites.fr/Comment-mesurer-les-inegalites-de-revenus>

2. Le rôle de la catégorie socioprofessionnelle et du revenu :

- Les inégalités de revenu :

Tout d'abord, les **inégalités de salaire sont les plus faibles**. Car elles ne concernent que les personnes employées dans les organisations productives, et excluent donc les indépendants et les chômeurs. Mais les salaires ne sont pas les seuls revenus reçus par les ménages. Ces derniers reçoivent également des revenus du patrimoine et des revenus de transfert.

Les **revenus du patrimoine** sont issus de la possession d'un patrimoine, comme les **dividendes** reçus du fait de posséder des actions, ou les **loyers** perçus par les propriétaires de logement. Puisque le patrimoine est davantage possédé par les personnes les plus riches, **les revenus du patrimoine font s'accroître les inégalités de revenus primaires** (= revenus du travail + revenus du patrimoine).

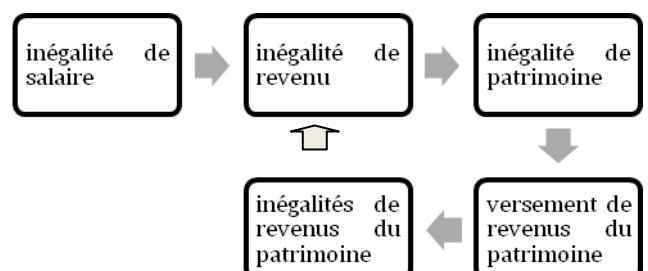
Par contre, les **revenus de transfert** ont un objectif de réduction des inégalités économiques, comme par exemple les minima sociaux (RSA...) qui ne sont versées qu'aux plus pauvres. Ces revenus réduisent donc les inégalités de revenu final (ou disponible).

En conclusion, les inégalités de revenu (ou de **niveau de vie**) sont mesurées par le **revenu disponible** (revenu primaire (du travail + du patrimoine) – impôts directs et cotisations sociales + revenus de transfert). Ces inégalités sont relativement faibles car les 10% les plus riches touchent un revenu **au moins 4 fois** supérieur à celui des 10% les plus pauvres.

Enfin, les **inégalités de patrimoine sont très élevées en France** du fait qu'elles sont alimentées par les inégalités de revenu, les plus riches pouvant accumuler du patrimoine quand les plus pauvres ne le peuvent pas. Chaque revenu supplémentaire augmentant le stock de patrimoine, gagner plus de revenu permet d'accroître chaque mois davantage son patrimoine ! Ainsi, les 10% des ménages les plus riches ont un patrimoine **au moins 500 fois** plus élevé que les 10% des ménages les plus pauvres !

En conclusion, **les inégalités économiques « font système »**, elles se cumulent, les plus privilégiés cumulant les avantages économiques et les plus défavorisés cumulant les désavantages économiques. En effet, **les plus riches**, aux revenus élevés, peuvent **accumuler un patrimoine qui leur rapporte des revenus du patrimoine supplémentaire**, ce que les plus pauvres ne peuvent pas faire. Ces revenus du patrimoine supplémentaires permettent d'accroître le revenu disponible des plus riches,

leur permettant d'accumuler toujours plus de patrimoine !



- Les inégalités entre catégories socioprofessionnelles :

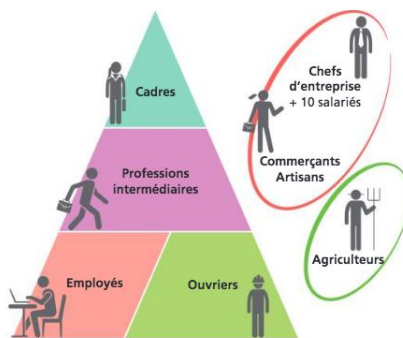
Les PCS permettent de mettre lumière des inégalités économiques, de revenu, mais également de multiples inégalités sociales.

Définition :

Les inégalités sociales sont des différences d'accès entre certains groupes sociaux aux ressources valorisées de la société. Elles concernent :

- des ressources matérielles, donc les inégalités économiques,
- des ressources de pouvoir : positions sociales supérieures, pouvoir politique...
- des ressources de savoir : inégalités scolaires, culturelles...

ainsi que ce soit l'accès au diplôme, la fréquentation des cinémas, les départs en vacances, la capacité à influencer le pouvoir politique par son vote ou des actions revendicatives, la possibilité de vivre dans un logement vaste et confortable, une **hiérarchie sociale** apparaît grâce à la classification des PCS depuis les plus favorisées appelées catégories moyennes et supérieures (cadres et professions intermédiaires), jusqu'aux moins favorisées appelées catégories populaires (employés et ouvriers). Les catégories indépendantes se hiérarchisent entre elles de manière moins marquée du fait de la forte diversité des revenus et des statuts en leur sein, depuis les chefs d'entreprise au sommet jusqu'aux petits agriculteurs formant le groupe indépendant le moins favorisé.



Source : Louis Chauvel, *Le Retour des classes sociales ?*, Revue de l'OFCE, n° 79, 2001/4.

3. Les autres facteurs de structuration :

Cependant, nos sociétés post-industrielles, marquées par les mutations évoquées dans la partie B. 2., ont rendu la stratification plus complexe encore, qualifiée de multidimensionnelle du fait que de nombreux facteurs de structuration sont apparus et qui ne dépendent plus du seul statut socioprofessionnel des individus. Pour rendre compte de cette complexité, les sociologues à la suite de Pierre Bourdieu parlent de plus en plus d'un espace social pour qualifier la structure sociale.



Définition :

L'espace social est la représentation de la hiérarchie sociale à travers la prise en compte des multiples statuts que peuvent occuper les individus en fonction de leurs différentes appartenances et caractéristiques (genre, âge, localisation géographique, origine ethnique...)

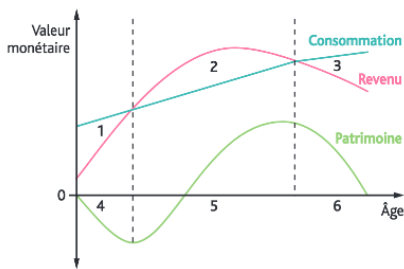
C'est donc une **analyse multi-critères** que les sociologues doivent entreprendre pour saisir la complexité de l'espace social :

- **le genre des individus** est un facteur important de différenciation. Les inégalités de revenus sont très marquées entre les hommes et les femmes, ces dernières gagnant en moyenne 25% de moins que les hommes (tous temps de travail confondus), et encore 16% de moins pour un travail à temps complet. Les fonctions sociales sont aussi encore fortement marquées de manière inégalitaire selon le genre, les femmes devant sacrifier une partie de leur temps de travail pour pouvoir consacrer une part plus importante que les hommes aux tâches domestiques etc... A l'inverse, la réussite scolaire est elle un marqueur en faveur des filles qui ont un accès plus important aux études prestigieuses,

- **le cycle de vie de l'individu** est aussi un marqueur important, car l'âge qu'a un individu au cours de sa vie (appelé « effet âge »!) produit des conséquences importantes sur ses comportements d'épargne et donc de consommation, mais également sur son temps de travail, ses loisirs (pratique sportive, internet et médias sociaux), ses opinions politiques (plus radicales dans sa jeunesse, plus modérées l'âge venant...)

Définition :

Le cycle de vie représente le fait que tous les individus voient collectivement leurs pratiques se modifier en fonction des différents âges de la vie.



Source : Patrick Villieu, *Macroeconomie : consommation et épargne*, La Découverte, 2008.

- **la composition du ménage** produit aussi des effets de richesse important en particulier. Ainsi la grande majorité des ménages vivant sous le seuil de pauvreté (disposant d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian) se compose des célibataires et des familles monoparentales, soit un parent seul avec ses enfants. Le couple agit ainsi comme un agent protecteur contre la pauvreté. Elle produit aussi des effets sur les chances de mobilité sociale des individus (cf chapitre 7.)

- **le niveau de diplôme** agit également de manière massive, en particulier sur l'accès à l'emploi qualifié, pour éviter le chômage. Les plus diplômés ont ainsi cinq fois moins de chances d'être au chômage que les non-diplômés, entre 1 et 4 ans après leur sortie du système scolaire. Mais il produit également des effets importants sur les pratiques culturelles (sport, cinéma, théâtre...).



grands facteurs de discriminations, au désavantage des habitants des quartiers populaires (les « banlieues » des grandes villes françaises) – privés de nombreux services privés et publics de qualité (écoles, piscines, cinémas, salles de concert) ainsi que de lieux de travail (entreprises innovantes) – et les personnes immigrées et étrangères (en particulier noires et maghrébines) souffrant d'une discrimination importante à l'embauche et au logement en particulier. Mais la crise des gilets jaunes a aussi révélé le mal-être profond vécu par les Français habitant la France péri-urbaine, dans les lotissements à la périphérie des villes moyennes et subissant les prix élevés de l'énergie et des emplois peu qualifiés à bas salaire.

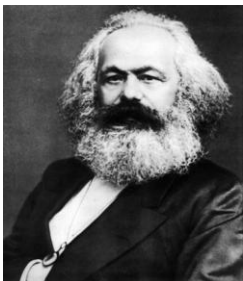
- **la localisation géographique et la nationalité** sont enfin de très

II. Les débats sur l'existence de classes sociales en France :

A. Les analyses traditionnelles de la structure sociale :

Les sociologues ont longtemps débattu sur les critères de définition des groupes sociaux qui composent la structure des sociétés. Traditionnellement, deux théorie s'opposent : celle de Karl Marx et celle de Max Weber.

1. L'analyse des classes sociales de Karl Marx :



L'économiste,
sociologue et
philosophe **K. Marx**

théorise au milieu du XIXème siècle l'existence des groupes sociaux. Selon lui, à tous les âges de l'histoire humaine se sont opposés deux types de groupes sociaux qu'il appelle les **classes sociales**. Dans la société industrielle (capitaliste), deux classes sociales s'opposent, **la bourgeoisie** et **le prolétariat**.

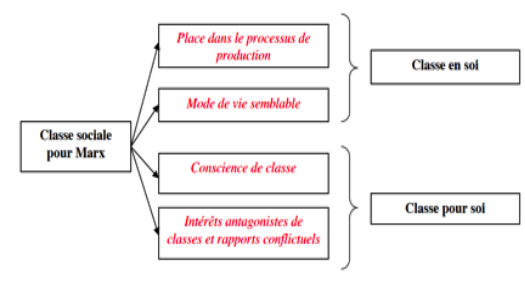
Ces classes sociales sont inscrites dans des rapports conflictuels entre elles : la bourgeoisie tire sa domination de **l'exploitation** de la classe ouvrière qui cherche à renverser la hiérarchie sociale. Les bourgeois sont propriétaires des entreprises, détiennent le capital alors que les prolétaires ne possèdent que leurs bras, doivent louer leur travail aux bourgeois pour survivre contre un salaire misérable. Les premiers exploitent donc les seconds.

Définition :

Selon Karl Marx (XIXème siècle), les classes sociales correspondent à des groupes sociaux réunissant des personnes :

- occupant une même position dans le processus de production (propriété ou non des moyens de production) = définition des bourgeois et des prolétaires. C'est le critère de la classe en soi qui explique le caractère relativement clos, fermé des classes sociales,
- partageant une conscience de classe, des liens sociaux forts favorisant un sentiment d'appartenance et donc une capacité de mobilisation pour défendre l'intérêt de classe. C'est le critère de la classe pour soi.

Les classes sociales sont inscrites dans un **rapport de conflit social** : les prolétaires cherchent à renverser la domination des bourgeois que ceux-ci défendent.



2. L'analyse de la stratification sociale de Max Weber :

Selon Max Weber (fin XIXème siècle), la stratification sociale est déterminée par trois dimensions :

- la dimension économique : la capacité d'accéder aux biens et services déterminée par le niveau de vie,
- la dimension sociale : le statut social occupé et le prestige dont jouit le groupe social ou la personne,
- la dimension politique : l'accès au pouvoir politique et la capacité de l'influencer.

La stratification sociale représente alors la hiérarchie sociale composée de l'ensemble des groupes sociaux organisés selon les trois dimensions. **Cela implique que :**

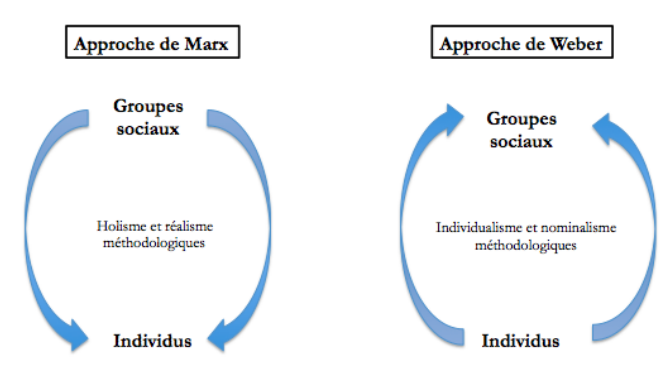
- les classes sociales ne sont pas le seul groupe social qui compose la stratifications sociale. Selon lui, il n'existe donc pas un seul type de groupe social, mais trois qui sont déterminés par le type de dimension concerné :

- dimension économique : la classe sociale,
- dimension politique : le parti politique,
- dimension sociale : le groupe de statut.



- un individu ou un groupe social peut occuper des positions sociales différentes dans la stratification selon la dimension étudiée.

Enfin, Marx propose une analyse holiste (les classes sociales déterminent les actes de leurs membres) et réaliste (il décrit les classe sociales telles qu'il les aperçoit dans la société), alors que Weber propose une analyse individualiste (il étudie les individus pour arriver ensuite aux groupes sociaux) et nominaliste (il crée de lui même des groupes sociaux théoriques qu'il applique ensuite à la réalité).



Les théories de Karl Marx et de Max Weber ont donc plusieurs points communs, mais surtout de nombreuses différences qui peuvent être représentées dans le tableau :

	Analyse de Marx	Analyse de Weber
Analyse unidimensionnelle		
Analyse multidimensionnelle		
Présence de classes sociales		
Présence d'autres groupes sociaux que les		

classes		
Possibilité d'occuper différents statuts dans l'ordre social		
Présence du critère de conscience de classe		
Présence de rapports sociaux conflictuels		
Hiérarchie sociale reposant sur des inégalités		
Stratification sociale complexe		
Structure sociale de type pyramidale		

B. Des classes sociales de moins en moins pertinentes... :

1. L'affaiblissement des frontières de classe :

- L'affaiblissement des distances inter-classes : la moyennisation de la société :

La structuration de la société en classes sociales nécessite que les inégalités entre ces groupes sociaux soient fortes. Or le mouvement de **moyennisation** de notre structure sociale qui a été impulsé au cours des **Trente Glorieuses** affaiblit les distances inter-classes.

Définition :

Les distances inter-classes correspondent aux inégalités qui séparent les classes sociales entre elles (disparité entre les classes sociales).

A partir des années 1960, la forte croissance économique amenée par les Trente Glorieuses provoque de nombreux changements économiques et sociaux.

Tout d'abord, la **croissance économique** assure un plein-emploi (taux de chômage inférieur à 2%) et une forte croissance des salaires, en particulier des salaires ouvriers. **Les emplois deviennent de plus en plus qualifiés** et se développent dans le secteur tertiaire du fait du progrès technique. A ceci s'ajoute **l'exode rural** de nombreux jeunes qui « montent à la ville » pour faire des études et occuper ces emplois nouveaux. Le niveau de qualification de la population s'élève donc du fait de l'ouverture de l'école à ces enfants issus des classes populaires, ce que l'on appelle la « **démocratisation scolaire** ».

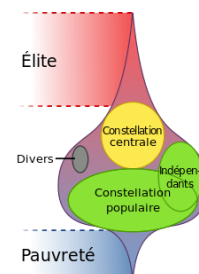
A la croissance économique s'ajoute **l'intervention croissante d'un Etat-providence** qui par son action, réduit les inégalités économiques et sociales : instauration du **salaire minimum** (SMIG puis SMIC), réduction par **la fiscalité** des très hauts revenus et soutien des bas revenus par les **revenus d'assistance** (baisse de la pauvreté).

Enfin, un changement idéologique se produit dans la société : la classe ouvrière n'est plus le centre de gravité numérique et culturel de la société. **Ce sont les cadres et classes moyennes supérieures qui deviennent le modèle à suivre** : partir en vacances, être propriétaire de son logement, avoir une voiture et les nombreux biens d'équipement deviennent l'objectif de toutes les classes sociales. La « consommation ostentatoire » de ces nombreux biens pour afficher sa réussite sociale devient la règle.

Pour le sociologue **H. Mendras** en 1988, l'image pyramidale de la structure sociale n'a plus lieu d'être. Cette dernière peut maintenant être représentée sous la forme d'une **toupie**. C'est l'image d'une constellation de groupes sociaux proches, aux

faibles inégalités et sans dimension conflictuelle.

Les individus sont assimilés à des étoiles, appartenant à des constellations de par leur position, mais **cette dernière n'en détermine aucunement les comportements.**



- L'accroissement des distances intra-classes, dynamiteur des classes sociales :

Les **classes sociales perdent aussi de leur cohérence et de leur homogénéité** car les inégalités internes les fracturent de plus en plus. Apparaissent des distances intra-classes plus fortes que certaines inégalités inter-classes :

Définition :

Les distances intra-classes sont les inégalités qui séparent les membres d'une même classe sociale (dispersion au sein de la classe sociale).

C'est le processus de tertiarisation et de montée des qualifications qui est à l'origine de ce phénomène :

- **la bourgeoisie traditionnelle**, dont l'appartenance se faisait par héritage, par donation du patrimoine économique du père aux fils et par les mariages arrangés des filles avec des fils de bonnes famille **est progressivement rejointe par une autre forme de bourgeoisie**, issu des classes moyennes, dont les enfants ont accédé à des professions intellectuelles supérieures (chercheurs, journalistes, professions libérales) grâce à la méritocratie républicaine et scolaire. Ce sont des classes supérieures à fort capital culturel mais dont le capital économique est lui bien plus faible que celui de la bourgeoisie traditionnelle. Ces « Bobos » comme les journalistes les appellent ne seraient donc bourgeois que par leurs diplômes, mais non par leur patrimoine économique et financier

- **la classe ouvrière s'est elle fracturée** du fait qu'une partie de ses membres a vu ses conditions de travail se modifier du fait de la tertiarisation de nombreuses activités (logistique, transport) et de l'apparition d'ouvriers qualifiés dont les compétences croissantes, les fonctions polyvalentes et d'encadrement croissantes les font s'apparenter de plus en plus aux classes moyennes dont ils partagent de plus en plus le niveau et le mode de vie (cf moyennisation de la société).

2. L'affaiblissement de la conscience de classe :

Conséquence logique des deux précédents phénomènes, le sentiment d'appartenance aux classes sociales traditionnelles, la bourgeoisie et le monde ouvrier, sont en nette perte de vitesse au profit du sentiment d'appartenance plus diffus à une large classe moyenne.

Le paradoxe de la moyennisation de la société est que tous les individus se sentant appartenir à cette classe moyenne, elle regroupe la majeure partie de la population (90%) et n'a **donc plus de sens. Le terme de classe sociale n'a plus de pertinence.**

La classe ouvrière vit alors un déclin culturel et idéologique : la conscience de classe se réduit du fait de l'ascension sociale des enfants d'ouvriers qui intègrent des groupes sociaux supérieurs, et du fait de la multiplication des métiers ouvriers (présents dans les services, les transports et non plus dans les grandes industries...).

Cette perte de conscience de classe est due à un changement social de plus grande ampleur, débuté à la Renaissance au XVIème siècle, mais qui a pris un essor fulgurant au XXème siècle, **l'individualisation.**

Définition :

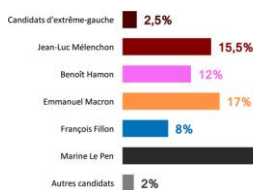
L'individualisation est le processus par lequel les membres de la société acquièrent une plus grande autonomie par rapport à leurs groupes d'appartenance (famille) et aux institutions (Etat, entreprises, église...).

Les individus ont acquis au cours du XXème siècle une large autonomie qui les fait de moins en moins dépendre de logiques collectives s'imposant à eux. Plusieurs exemples en sont la preuve :

- **le choix de son conjoint**, qui était largement imposé par sa famille, fait aujourd'hui l'objet d'une liberté revendiquée par les enfants et acceptée par les parents,

- **le choix de ses études et de son emploi** : la dernière réforme du lycée général supprimant les filières revendique au plus haut point la possibilité pour chaque élève de construire son propre projet personnel,

- **les carrières professionnelles individuelles** : les rémunérations au mérite (primes), la logique de projets et d'objectifs individuels, le développement des auto-entrepreneurs illustrent la logique individuelle croissante au travail.



- **la volatilité électorale** de franges entières d'électorats classiques : une partie des ouvriers électeurs traditionnels de Gauche votant dorénavant à l'extrême-droite ou s'abstenant, alors qu'une grande partie des cadres votent maintenant à Gauche contre la Droite il y a encore 30 ans.

- **la consommation de masse s'accompagne de plus en plus d'une offre personnalisée**, où les entreprises tentent d'adapter les produits à la diversification de la demande, en faisant de chaque acte de consommation un « expérience personnelle » selon le langage marketing (rôle des options dans le choix d'une voiture, montre Swatch modulable selon les goûts...).

Concernant plus précisément les classes sociales, la logique holiste de Marx considérant que les individus étaient le produit de leur classe sociale d'appartenance, déterminant leurs opinions, leurs goûts, leurs pratiques, est profondément affaiblie par l'émergence d' « **hommes et femmes pluriels** » (Bernard Lahire) dont les pratiques culturelles sont mixtes, empruntant aussi bien aux pratiques élitistes et valorisées de la classe dominante (aller à l'opéra, lire des romans étrangers, regarder des séries en VOST...) qu'aux pratiques populaires et déconsidérées propres à la classe ouvrière (regarder des jeux TV, écouter du rap, boire un verre au bar, pique-niquer...).



3. L'apparition de nouveaux facteurs de distinction :

La classe sociale n'est plus le seul déterminant des groupes d'appartenance, d'autres facteurs alternatifs viennent les concurrencer : le genre, l'âge, la composition familiale, le lieu de résidence et la nationalité...

Voir partie I. B. 2.

C. ... ou bien de plus en plus explicatives de la structure sociale ?

1. Le retour des inégalités inter-classes :

Depuis les années 1980 et le contexte d'arrêt de la croissance économique soutenue des Trente Glorieuses, le mouvement de réduction des inégalités économiques et sociales s'est interrompu. Pire, **ces inégalités ont depuis tendance à s'accroître** à nouveau, **rouvrant la porte à la problématique de l'existence des classes sociales** de nos jours.

Tout d'abord, **les inégalités économiques se développent à nouveau**. Les salaires ayant arrêté de progresser, mis à part les très hauts salaires (cadres dirigeants) ce sont **les patrimoines et les revenus du patrimoine** qui de nos jours tirent à la hausse les revenus globaux. Or, ce sont les ménages les plus riches qui jouissent des niveaux les plus élevés de patrimoine.

De plus, les **inégalités sociales** entre les classes n'ont pas disparu, bien au contraire. Elles se sont réintroduites dans de nouvelles sphères, comme par exemple l'école. Ainsi, le thème de la « **ségrégation scolaire** » entre les établissements prestigieux (ou privés) où se concentrent les enfants de milieux favorisés, et les établissements REP+, où se concentrent les enfants de milieux défavorisés, se développe. De plus, les **fractures géographiques** se creusent entre les banlieues populaires, où se concentre pauvreté et chômage, les campagnes périphériques des villes où les populations de classe moyenne inférieure se sentent abandonnées et isolées, et les centres-villes, où les classes supérieures semblent s'épanouir dans une vie connectée. **L'accès à la culture**, bien que davantage démocratisé qu'avant, demeure très inégalitaire,

comme en témoignent les populations favorisées allant au cinéma, au théâtre, à l'opéra, ou bien encore le fait que 40% des Français ne partent pas en vacances contrairement à ce que laissent croire les journaux télévisés,

relatant les séjours au ski l'hiver et à la plage l'été.

CHRISTOPHE GUILLUY



2. Le maintien de consciences de classes spécifiques :

Ensuite, il est faux de dire que les classes sociales ont disparu. Au contraire, les **deux classes sociales principales** mises en lumière par Marx, les ouvriers et les bourgeois, continuent d'exister.

- La reformation d'une classe populaire :

Selon le sociologue **O. Schwartz**, on peut encore parler de classe populaire, regroupant les ouvriers et la majeure partie des employés, du fait du **rapprochement de leurs conditions de vie et de travail**, ainsi que leur point commun comme classe dominée, avec une culture populaire très majoritaire dans ce groupe.

Sa théorie repose sur un double critère :

- les deux groupes partagent une **même position sociale dominée** dans la société (faible visibilité dans les médias par exemple) et les entreprises (salariés cantonnés aux simples tâches d'exécution),
- les deux groupes partagent aussi un **séparatisme culturel** par rapport au reste de la société : ils partagent une « culture populaire » (musique écoutée, films regardés...), ils ont un comportement électoral spécifique (abstention forte, vote pour les extrêmes politiques)...

L'« **Uberisation** » de l'économie et du travail (Amazon également), faisant miroiter aux auto-entrepreneurs le rêve de l'autonomie, de la flexibilité des horaires, d'une rémunération élevée, se révèle de plus en plus être le moyen de faire travailler pour des revenus faibles, sans protection sociale, des jeunes actifs (chauffeurs, livreurs...). Les termes « collaborateur », « partenaire » cachent mal en fait les relations de travail fortement hiérarchisées et inégalitaires, à la limite de l'exploitation. Ces travailleurs précarisés s'unissent de plus en plus dans des actions revendicatives, créent des syndicats, **prélude à la formation d'une classe pour soi au sens marxiste**.

Néanmoins, la **diversité de ce groupe rend sa conscience de classe encore peu affirmée** (cf barrière du sexe entre un monde ouvrier masculin et un monde des employés féminin, les deux groupes vivent des socialisations professionnelles différentes (employés se sentent plus proches des postes hiérarchiques élevés qu'ils côtoient dans les bureaux).

- L'entre-soi de la haute bourgeoisie :

Pour les sociologues spécialisés dans l'étude des classes sociales très favorisées **M. Charlot et M. Pinçon-Charlot**, on peut voir à l'œuvre de véritables stratégies de **reproduction et de préservation de l'entre-soi**. Ils affirment ainsi que la grande bourgeoisie demeure fidèle à la **définition classique de la classe sociale**, en raison de son style de vie, de l'importance de ses avoirs économiques (notamment en termes de patrimoine), mais aussi de sa **conscience d'elle-même** et de ses capacités de mobilisation (lobbying ou influence politique notamment). Cet entre-soi repose sur la sélection des amis et futurs conjoints des enfants via l'organisation de rallyes, le choix des établissements scolaires fréquentés, les lieux d'habitation et de vacances...



3. Un critère de classes structurant pour les autres critères de distinction :

Enfin l'existence d'autres facteurs de hiérarchisation de l'espace social n'empêche pas les classes sociales de **rester prédominantes dans l'explication des inégalités** qui structurent la société selon de nombreux sociologues comme Camille Peugny.

Ainsi, les populations qui subissent le plus les effets négatifs d'une localisation dans un quartier défavorisé ou une ville péri-urbaine **sont majoritairement issus de la classe ouvrière**. C'est cette dernière qui a déterminé leur choix de domiciliation dans ces lieux du fait de leurs revenus et patrimoines faibles. Le **mouvement des Gilets jaunes** a d'ailleurs permis de montrer que l'identification à une classe sociale laborieuse, exclue, mal vue était encore très puissante.

Par ailleurs, **le genre, explicatif des inégalités hommes-femmes, s'inscrit souvent dans un autre rapport, de classe**. Par exemple, les approches en termes de genre sont incomplètes quand elles négligent ou oublient les clivages de classes. La répartition des tâches domestiques dans le couple ne peut être analysée indépendamment du milieu social, car si les couples de milieu aisé répartissent plus égalitairement les tâches domestiques entre eux, c'est par l'emploi d'une femme de ménage issue des classes populaires, évitant à l'homme d'assumer de nouvelles tâches ménagères. La crise du Covid-19 a montré le rôle obscur et mésestimé de nombreux emplois féminisés qui s'ils n'avaient pas été là, auraient provoqué l'effondrement du système social français : aides-soignantes, caissières, femmes de ménages...



Pour rendre compte de la structure sociale, **il est donc impératif d'articuler rapports de classe et de genre (et les autres types de rapports sociaux)**.